

AVIS D'APPEL INTERNATIONAL A MANIFESTATION D'INTERET N° 01/2020/AAMI/MINEPAT  
12 6 2020 POUR LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES OU GROUPEMENTS DE  
BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE L'ELABORATION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE  
DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE DE LA REGION DU SUD-OUEST.

## 1. Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire au Cameroun, le Gouvernement a engagé le processus devant permettre de doter le pays des principaux outils d'aménagement du territoire que sont le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, et les dix (10) Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

L'élaboration du Schéma National est arrivée à sa phase finale, ainsi que celle des Régions de l'Est et du Sud. Quant aux autres Régions à l'exception de la Région du Sud-Ouest, le niveau d'avancement se trouve à divers stades.

Pour ce qui concerne la Région du Sud-Ouest, dont l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire bénéficie de l'appui financier de la coopération allemande avec celui de la Région du Nord, une première procédure a été lancée pour le recrutement d'un bureau d'études ou d'un groupement de bureaux d'études. Cette procédure a été marquée par l'Appel International à Manifestation d'Intérêt lancé le 26 octobre 2017 et l'Appel d'Offres International Restreint du 14 janvier 2019 qui a été déclaré infructueux.

Dans le but de relancer la procédure, le Maître d'Ouvrage, lance un Appel International à Manifestation d'Intérêt à l'intention des Bureaux d'Etudes et Groupements de Bureaux d'Etudes intéressés dans les conditions définies dans les sections ci-après, pour l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de la Région du Sud-Ouest.

Cette procédure d'Appel International à Manifestation d'Intérêt est régie par le Manuel des Procédures du Fonds Commun du Programme Sectoriel Forêt Environnement (FC-PSFE).

Les Groupements non solidaires de Bureaux d'Etudes internationaux et nationaux avec chef de file sont fortement encouragés.

Le prestataire sélectionné devra s'appuyer sur les structures camerounaises nationales et régionales qui produisent des données géographiques diverses.

## 2. Objet de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet, la présélection des Bureaux d'Etudes ou Groupements de Bureaux d'Etudes devant participer à l'Appel d'Offres International Restreint pour « l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de la Région du Sud-Ouest ».

Les prestations de l'étude consistent notamment à :

1. décrire le contexte, le processus national d'élaboration des Schémas d'aménagement et la localisation du territoire de l'étude (avec prise en compte des exercices d'élaboration des Schémas d'aménagement des autres Régions du Cameroun et de l'élaboration du Plan de Zonage du Territoire National)

2. inventorier les informations disponibles, les données géographiques disponibles (couches, formats, échelles, etc.), les images satellitaires, les études de base disponibles, les partenaires/organisations/institutions ayant ce type d'informations en main, etc. ;
3. dresser le portrait actuel du territoire, la politique et les outils de développement ;
4. établir un diagnostic de l'état actuel du territoire de la Région ; ce diagnostic prendra la forme suivante :
  - a. un document en format Word présentant une analyse détaillée du territoire ;
  - b. un atlas présentant toutes les cartes thématiques pouvant être produites à partir des données disponibles ;
  - c. un rapport de synthèse du diagnostic du territoire ;A titre indicatif, les principaux thèmes à couvrir sont :
  - i. l'organisation politique et administrative (cartes régionales, sur les arrondissements, les communes, etc.) ;
  - ii. l'environnement (cartes phytosanitaires, aires protégées, bassins versants, zones à risques, plaines inondables, corridors de transhumance, etc.) ;
  - iii. le niveau de dégradation des sols, des forêts et des zones de pâturage, et l'impact sur la productivité des sols de la Région du Sud-Ouest ;
  - iv. les ressources naturelles (mines, forêts, énergie hydroélectrique, corridors de transport d'énergie, etc.) ;
  - v. les infrastructures (routes, réseau ferroviaire, réseau électrique, télécoms, établissements d'enseignement, équipements publics, etc.) ;
  - vi. la démographie (répartition de la population, genre, densité, dynamiques de population, etc.) ;
  - vii. l'économie (agriculture, forêt, pastoralisme, pêche, cadastre minier, activités minière, hydrocarbures, tourisme, transformation, commerce et industrie, etc.) ;
  - viii. l'urbanisation, l'assainissement et la gestion des ordures ;
  - ix. les autres thématiques d'intérêt.
5. dresser une analyse prospective du territoire de la Région, précisant notamment de manière claire les leviers socio-économiques et culturels de développement de la Région du Sud-Ouest ;
6. définir les principes de base et les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire de la Région ;
7. à partir de l'exercice de Plan de Zonage du Territoire National actuellement en cours, produire le plan de zonage de la Région du Sud-Ouest (utilisation et réservation des terres : agricole, pâturage, bassins versants, zones inondables, minier, forestier, aires protégées, industriel, zones à risques, zones dégradées, etc.) ;
8. déterminer les objectifs stratégiques, les actions traduisant ces objectifs, ainsi qu'un plan d'action quinquennal ;
9. élaborer les documents cartographiques à des échelles appropriées (1:200 000 ou plus grandes) traduisant les orientations fondamentales d'aménagement et de développement durable de la Région, ainsi que les choix d'action qui en découlent ;
10. définir un cadre de mise en œuvre et de suivi et évaluation de la mise en œuvre ;
11. intégrer le Schéma d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de la Région du Sud-Ouest en lien avec le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire et ceux des Régions limitrophes du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Littoral.



Le Bureau d'Etudes veillera également à dresser la situation de la connectivité des différentes aires protégées de la région, menacée par la conversion des « corridors » en zones de cultures ou des plantations agro-industrielles. Il faut également prendre en considération l'impact du Nigeria voisin sur l'exploitation et la dégradation des ressources naturelles, et proposer des solutions aux difficultés identifiées.

### **3. Participation**

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ouvert aux Bureaux d'Etudes ou Groupements de Bureaux d'Etudes installés au Cameroun ou à l'Etranger.

Ces Bureaux d'Etudes ou Groupements de Bureaux d'Etudes avec chef de file, doivent justifier des compétences et expériences dans les domaines suivants : planification du développement ; aménagement du territoire ; études socio-économiques ; études démographiques ; développement urbain ; développement rural ; agro-industries ; agro-foresterie ; géologie minière ; gestion environnementale ; droit foncier ; systèmes d'information géographique ; cartographie ; aménagement des zones industrielles ; infrastructures sociales ; infrastructures des technologies de l'information et de la communication ; études de financement des projets ; management de projet ; et renforcement des capacités.

Le bureau d'étude chef de file devra avoir un chiffre d'affaires annuel moyen d'au minimum trois (03) millions d'Euros au cours des cinq dernières années

### **4. Financement**

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, sont financées par les ressources de la Coopération allemande à travers le Fonds Commun du Programme Sectoriel Forêt-Environnement, conformément aux accords de coopération entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

### **5. Qualification des candidats**

Chaque candidat intéressé devra :

- être un Bureau d'Etudes ou un Groupement de Bureaux d'Etudes non solidaires avec chef de file justifiant des compétences et expériences dans les domaines cités à la section 3 ci-dessus ;
- justifier des capacités techniques et financières suffisantes pour la réalisation de l'étude ;
- disposer du personnel compétent pour les prestations à exécuter ;
- justifier par ailleurs, de la maîtrise des textes juridiques en vigueur dans le domaine des Marchés Publics au Cameroun.

### **6. Constitution du dossier**

Au risque de voir son offre disqualifiée, le soumissionnaire doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués, et feront l'objet de vérification.

#### **• Pour les candidats nationaux :**

- une lettre précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres International Restreint s'il est présélectionné ;
- l'adresse et la raison sociale du soumissionnaire ;
- les statuts ou textes qui justifient l'existence du Candidat (en cas de groupement par chaque membre) ;
- l'Accord de Groupement, le cas échéant ;

- une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat (en cas de groupement par chaque membre) ;
  - une copie de la carte de contribuable en cours de validité (en cas de groupement par chaque membre) ;
  - une copie de l'attestation de non redevance datant de moins quatre-vingt-dix (90) jours (en cas de groupement par chaque membre) ;
  - l'autorisation de vérification des références. Cette autorisation, dûment signée du Directeur Général du Bureau d'Etudes ou du mandataire du Groupement, devra permettre au Maître d'ouvrage de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
  - des documents démontrant la capacité financière du soumissionnaire ou du chef de file en cas de groupement qui doit être supérieur à trois (03) millions d'Euros, calculée sur la moyenne des cinq (05) dernières années (bilans, attestations de chiffres d'affaires ou attestations fiscales ou comptes des profits et pertes des cinq (5) dernières exercices) ;
  - un document de présentation du Bureau d'Etudes : historique, domaines d'expertise, effectifs (en cas de groupement par chaque membre) ;
  - les références du Bureau d'Etudes ou Groupement de Bureaux d'Etudes (au plus 10) pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années : intitulé du projet, pays, client, budget, (voir format de présentation des références en Annexe 1) ;
  - une déclaration d'engagement signée du Directeur Général de chacun des Bureaux d'Etudes membres du Groupement (Annexe 2) ;
  - une liste du personnel permanent du bureau d'études/groupement de bureaux d'études pour les services proposés (présentant la fonction dans l'entreprise, la qualification, le domaine d'expertise et le nombre d'années d'expérience). Cette liste doit permettre d'apprécier de manière fondée la capacité générale du bureau d'études/groupement de bureaux d'études à mettre à disposition le personnel nécessaire indispensable au projet (voir format de présentation en Annexe 3).
  - une procuration autorisant le représentant du bureau d'études/groupement de bureaux d'études à présenter la candidature du bureau d'études/groupement de bureaux d'études. Cette procuration doit être fournie par le chef de file du groupement de bureaux d'études le cas échéant.
- **Pour les candidats internationaux :**
- une lettre précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres International Restreint s'il est présélectionné ;
  - l'adresse et la raison sociale du soumissionnaire ;
  - les statuts ou textes qui justifient l'existence du Candidat (en cas de groupement par chaque membre);
  - l'Accord de Groupement, le cas échéant ;
  - une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par l'autorité compétente du lieu du siège du candidat (en cas de groupement par chaque membre) ;
  - une attestation signée par l'Administration fiscale du lieu de résidence du candidat certifiant qu'il a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours (en cas de groupement par chaque membre) ;
  - l'autorisation de vérification des références. Cette autorisation, dûment signée du Directeur Général du Bureau de l'Etudes ou du mandataire du Groupement, devra permettre au Maître d'ouvrage de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;

- des documents démontrant la capacité financière du soumissionnaire ou du chef de file en cas de groupement qui doit être supérieur à trois (03) millions d'Euros, calculé sur la moyenne des cinq (05) dernières années (bilans, attestations de chiffres d'affaires ou attestations fiscales ou comptes des profits et pertes des cinq (05) dernières exercices) ;
- un document de présentation du Bureau d'Etudes : historique, domaines d'expertise, effectifs (en cas de groupement par chaque membre) ;
- les références du Bureau d'Etudes ou Groupement de Bureaux d'Etudes (au plus 10) pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années : intitulé du projet, pays, client, budget, (voir format de présentation des références en Annexe 1) ;
- une déclaration d'engagement signée du Directeur Général de chacun des Bureaux d'Etudes membre du Groupement (Annexe 2) ;
- une liste du personnel permanent du bureau d'études/groupement de bureaux d'études pour les services proposés (présentant la fonction dans l'entreprise, la qualification, le domaine d'expertise et le nombre d'années d'expérience). Cette liste doit permettre d'apprécier de manière fondée la capacité générale du bureau d'études/groupement de bureaux d'études à mettre à disposition le personnel nécessaire indispensable au projet (voir format de présentation en Annexe 3).
- une procuration autorisant le représentant du bureau d'études/groupement de bureaux d'études à présenter la candidature du bureau d'études/groupement de bureaux d'études. Cette procuration doit être fournie par le chef de file du groupement de bureaux d'études le cas échéant.

## 7. Procédure d'évaluation des offres

L'évaluation des dossiers se fera en deux étapes :

- i- Evaluation selon des critères éliminatoires (acceptation/rejet) : Cela concerne tous les documents administratifs (justificatifs, attestations, déclarations etc.). Seulement les soumissionnaires qui auront rempli ces critères seront admis à l'évaluation technique de leurs dossiers ;
- ii- Evaluation technique du dossier de manifestation d'intérêt selon une grille d'évaluation avec un maximum de 100 points. Le soumissionnaire doit atteindre au moins 70% des points pour être pré-qualifié. Si le nombre minimum de 70 points est atteint par plus de cinq soumissionnaires, les cinq candidats ayant obtenu le score le plus élevé seront sélectionnés. La grille d'analyse est la suivante :

Rubriques		Points
<b>1. Expérience acquise</b>		
1.1	Expérience dans le traitement de projets comparables	25
1.2	Expérience dans diverses conditions de travail dans les pays en voie de développement	10
1.3	Expérience dans le développement rural dans la région (Afrique centrale)	5
<b>Sous-total</b>		<b>40</b>
<b>2. Aptitude spécifique au projet</b>		
2.1	Evaluation du savoir-faire et des connaissances techniques spécifiques au projet pour la mise en œuvre	25
2.2	Evaluation de la dotation en personnel permanent du soumissionnaire en lien avec le projet	20

2.3	Evaluation de la dotation en personnel permanent du soumissionnaire pour l'assistance de l'équipe de projet.	10
2.4	Spécificités par rapport au projet des documents de candidature, leur forme et leur exhaustivité	5
Sous-total:		60
Grand total:		100

## 8. Remise des offres

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais, en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, doivent être remis sous pli fermé et scellé à l'adresse suivante :

« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction Générale de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire et de la Mise en Valeur des Zones Frontalières, Immeuble Rose - MINEPAT, à Yaoundé, 2<sup>ème</sup> étage, Porte n° 231 bis (Tél.: 222 23 19 97) au plus tard le 02 OCT 2020 à 11 heures précises, heure locale avec la mention :

« APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 01/2020/AAMI/MINEPAT DU 12.6 AOUT 2020 POUR LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES OU GROUPEMENTS DE BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE L'ELABORATION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE DE LA REGION DU SUD-OUEST »

« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

## 9. Publication des résultats

La publication de l'Avis d'Appel d'Offres International Restreint portant sur « l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de la Région du Sud-Ouest » tiendra lieu des résultats du présent Appel à Manifestation d'Intérêt.

## 10. Informations complémentaires

Les informations complémentaires sur le présent Appel à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenues tous les jours et heures ouvrables, au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres, aux adresses suivantes :

« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction Générale de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire et de la Mise en Valeur des Zones Frontalières, Immeuble Rose - MINEPAT à Yaoundé, 2<sup>ème</sup> étage, Porte n° 231 bis (Tel.: 222 23 19 97).

### Copie :

- DAG/MINEPAT (pour affichage) ;
- ARMP } (pour publication) ;
- SOPECAM }
- MINMAP (pour information et affichage).
- Unité de Gestion (pour information et publication
- FC-PSFE sur le site web de GTAI)



**Annexe 1 : Format de présentation des références**

<b>N°</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>Description du projet (max 10 lignes)</b>	<b>Pays</b>	<b>Client</b>	<b>Coût</b>
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					



**Annexe 3 : Format de présentation du personnel permanent**

<b>N°</b>	<b>Noms et Prénoms</b>	<b>Fonction</b>	<b>Qualification</b>	<b>Domaine d'expertise</b>	<b>Nombre d'année d'expérience</b>
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					
...					

**NB** : le nombre 10 est indicatif.

**INTERNATIONAL INVITATION TO SUBMIT AN EXPRESSION OF INTEREST**  
No. 01/2020/AAMI/MINEPAT OF 6 AOUT 2020 FOR THE SHORTLISTING OF CONSULTING  
FIRMS OR GROUPS OF CONSULTING FIRMS FOR THE DRAWING UP OF THE REGIONAL  
LAND USE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT PLAN OF SOUTH-WEST REGION

## 1. Introduction

In the framework of the implementation of Law no. 2011/08 of 6<sup>th</sup> May 2011 to lay down guidelines for territorial planning and sustainable development in Cameroon, the Government has initiated the process to provide the country with the main tools of spatial planning that are the National Land Use and Sustainable Development Plan, and the ten (10) Regional Land Use and Sustainable Development Plans.

The elaboration of the National Plan has reached its final phase, as well as that of the East and the South Regions. As for the other Regions with the exception of the South West Region, the level of advancement is at various stages.

With regard to the South West Region, whose elaboration of the Land Use and Sustainable Development Plan benefits from the financial support of German cooperation with that of the North Region, a first procedure has been launched for the recruitment of Consulting Firms or Groups of Consulting Firms.

This procedure was marked by the International Invitation to submit an expression of Interest on October 26, 2017 and the Restricted International Invitation to Tender of January 14, 2019 which was declared unsuccessful.

In order to relaunch the procedure, the Contracting Authority, launches an International Invitation to submit an expression of Interest for the Consulting Firms or Groups of Consulting Firms interested in the conditions defined in the sections below, for the elaboration of the Land Use and Sustainable Development Plan of the South-West Region.

This International Invitation to submit is governed by the Manual of Procedures of the Forest-Environment Sector Program Basket Fund (FC-PSFE).

Non solidarity groupings of international and national consultancy firms with a lead partner are strongly encouraged.

The shortlisted firm shall exploit the national and regional structures and facilities of Cameroonian firms that produce diverse geographical data.

## 2. Subject of the Invitation to Submit an Expression of Interest

The purpose of this Invitation to submit an expression of interest is to short-list Consulting Firms or Groups of Consulting Firms that will participate in the Restricted International Invitation to Tender for "the elaboration of the Regional Land Use and Sustainable Development Plan of South-West Region".

The study shall consist in:

1. describe the context, the national process for the drawing up of the territorial plans and the localization of the territory under study (taking into account the process of

9

drawing up the territorial plans for sustainable development of the other Regions of Cameroon as well as the National Zoning Plan);

2. make an inventory of available information, available geographical data (map layers, formats, scales, etc.), satellite imagery, available baseline studies, partner organizations and institutions in possession of such information, etc.;
3. draw up the current picture of the territory, development policy and development instruments in place;
4. carry out a diagnostic analysis of the present state of the territory of the Region, taking into account the following parameters:
  - a. a detailed analysis of the territory document in MS Word format;
  - b. an atlas of thematic maps, produced from the available data ;
  - c. a summary report on the diagnostic analysis of the territory;

On an indicative basis, the main themes to be covered include:

- i. the political and administrative organization of the territory (regional maps, divisions, subdivisions, municipalities, etc.);
  - ii. the natural environment (phytosanitary maps, protected areas, water sheds, water catchments, flood plains, wildlife corridors, etc.);
  - iii. the state of degradation of soils, forests and pastures, and the impact on productivity of soils of the South West region;
  - iv. natural resources (mineral resources, forests, agricultures, fisheries, irrigation potentials, pasture lands, hydropower potentials, energy transportation corridors, etc.);
  - v. infrastructure (road network, railway network, electricity grid, telecoms, educational and health institutions, public social and recreational facilities, etc.);
  - vi. demography (population distribution, gender, population densities and dynamics, etc.);
  - vii. economy (agriculture, forestry, mining, fisheries, hydrocarbons, tourism, commerce and industry, processing facilities, etc.);
  - viii. urbanization, water and sanitation, waste collection and treatment, ;
  - ix. other topics of interest.
5. prepare a prospective analysis of the territory of the Region bringing out clearly the key drivers of socio-economic and cultural development of the South West region;
  6. define the basic principles and strategic orientations for planning the sustainable development of the South West region;
  7. from the current national zoning plan exercise, produce the South-West Regional indicative zoning plan (land allocation plan for: agricultural, grazing, watershed, flood zones, mining areas, production forests, protected areas, wildlife migration corridors, industrial zones, hazardous areas, urbanisation zones, etc.);
  8. determine the strategic objectives, the actions reflecting these objectives, as well as a five-year action plan;
  9. draw up cartographic documents on an appropriate scale (1:200 000 or bigger), reflecting the basic orientations of regional planning and sustainable development of the Region, as well as the resulting policy orientations and actions;
  10. define a framework for implementation, monitoring and evaluation of implementation of resulting planning documents;
  11. specify the links and interconnections between the South-West Regional Land Use and Sustainable Development Plan with the National Land Use and Sustainable Development Plan, and those of the neighbouring regions of Littoral and the West.

The Consulting Firms or the Group of Consulting Firms shall also evaluate the situation of the protected areas and their connectivity, especially the pressure exerted on the parks and corridors by wildlife poaching and agricultural (subsistence and industrial) encroachment, and propose solutions to the difficulties identified.

The consultant shall equally analyse the transboundary opportunities and threats with regards to the sustainable management of natural resources of the Region and make relevant proposals.

### **3. Participation**

This Invitation to Submit and Expression of Interest is open to consulting firms or Groups of Consulting Firms established in Cameroon or abroad. These Consulting firms or Groups of Consulting Firms shall be skilled and experienced in the following domains: territorial planning, regional development, socio-economic studies, demographic studies, urban development, rural development, agro-industry, agro-forestry, mining geology, environmental management, land law, geographic information systems, mapping and cartography, development of industrial zones, social infrastructure, information and communication technologies infrastructure, studies on the funding of projects, project management and capacity building.

The lead partner of the Group should have at least three (03) millions Euros of annual business revenues for the last five years.

### **4. Funding**

The services which are the subject of this Invitation to Submit and Expression of Interest shall be financed from the resources of German cooperation through the Forest-Environment Sector Program Basket Fund (FC-PSFE) in accordance with the Development Cooperation Agreements between the Government of the Republic of Cameroon and the Government of the Federal Republic of Germany.

### **5. Eligibility of candidates**

Every candidate interested shall:

- be a Consulting Firm or a non solidarity Group of Consulting Firms with a lead partner with proven skills and experience in the areas referred to under section 3 above;
- have adequate technical and financial capacities for the realization of the study;
- have skilled personnel for the services to be provided;
- be well-versed in the legal instruments in force in matters of public contracts in Cameroon.

### **6. Composition of the file**

Bidders shall submit detailed and clear documents which are considered compulsory for the process and shall be checked for conformity; otherwise their files risk being disqualified. The documents shall include:

- **For national candidates:**
  - a letter indicating that the candidate intends to bid for the Restricted International Invitation to Tender in case he/she is short-listed;
  - the address and corporate name of the bidder;
  - the statutes or any documents testifying the existence of the consultancy firm (for each firm if Group of consulting firms);
  - a grouping agreement of firms, if applicable;

- the certificate of creditworthiness issued by a high court registrar of the locality where the candidate is established and not older than ninety (90) days(for each firm if Group of consulting firms) ;
  - a copy of a valid tax payer card (for each firm if Group of consulting firms);
  - a tax certificate not older than three (03) months(for each firm if Group of consulting firms) ;
  - an authorization for verification of references; this authorization to be duly signed by the General Manager of the Consulting Firm or the Mandatory of the Group of Consulting Firms shall enable the Owner Authority to make the necessary verifications so as to make sure that the information concerning the references provided is accurate;
  - documents showing the financial capacity of the bidder or the lead partner in case of a Grouping of firms of three (01) millions Euros or over on average for the last five years (audited financial statements and turnover records for the last five (05) financial years);
  - a document presenting the consultancy firm: its history, areas of expertise, staffing (for each firm if Group of consulting firms);
  - the references of the consultancy firm or groupings of firms (not more than 10) on similar services carried out during the last ten (10) years: project title, country, client, budget (see format below for presentation of references in Annex 1)
  - a declaration of commitment signed by the Director General of each consulting firm member of the Grouping of firms (Annex 2);
  - a list of the available permanent staff of the consulting firm/group of consulting firms for the proposed services (presenting the position in the consulting firm, the qualification, the area of expertise and the years of experience). This list must make it possible to make a substantive assessment of the general capacity of the consulting firm/group of consulting firms to provide the necessary staff essential to the project (see presentation format in Annex 3);
  - a power of attorney authorizing the representative of the consulting firm/group of consulting firms to submit the application of consulting firm/group of consulting firms. This power of attorney must be provided by the leader of the group of consulting firms, if applicable.
- o **For international candidates:**
    - a letter indicating that the candidate intends to bid for the Restricted International Invitation to Tender in case he/she is short-listed;
    - the address and corporate name of the bidder;
    - the statutes or any documents testifying the existence of the candidate(for each firm if Group of consulting firms) ;
    - a grouping agreement of firms, if applicable;
    - certificate of creditworthiness issued by the relevant authority of the locality where the candidate is established and not older than ninety (90) days(for each firm if Group of consulting firms) ;
    - the certificate signed by the taxation department of the place of residence of the candidate testifying that he/she has provided the relevant tax statements for the current financial year (for each firm if Group of consulting firms);
    - an authorization for verification of references; this authorization to be duly signed by the General Manager of the Consulting Firm or the Mandatory of the Group of Consulting Firms shall enable the Owner Authority to make the necessary

verifications so as to make sure that the information concerning the references provided is accurate;

- documents showing the financial capacity of the bidder or the lead partner in case of a Grouping of firms of three (03) millions Euros or over on average for the last five years (audited financial statements and turnover records for the last 5 financial years);
- a document presenting the consultancy firm: its history, areas of expertise, staffing (for each firm if Group of consulting firms);
- the references of the consultancy firm or groupings of firms (not more than 10) on similar services carried out during the last ten (10) years: project title, country, client, budget (see format below for presentation of references in Appendix 1)
- a declaration of commitment signed by the Director General of each consulting firm member of the Grouping of firms (Appendix 2);
- a list of the available permanent staff of the consulting firm/group of consulting firms for the proposed services (presenting the position in the consulting firm, the qualification, the area of expertise and the years of experience). This list must make it possible to make a substantive assessment of the general capacity of the consulting firm/group of consulting firms to provide the necessary staff essential to the project (see presentation format in Annex 3);
- a power of attorney authorizing the representative of the consulting firm/group of consulting firms to submit the application of consulting firm/group of consulting firms. This power of attorney must be provided by the leader of the group of consulting firms, if applicable.

## 7. Evaluation procedures

The evaluation procedures are the following:

- i- Evaluation of the eliminatory criteria (acceptation/rejection): Administrative documents, (justifications, attestations, declarations etc.). Only bidders who have completed those criteria will be admitted to the technical evaluation;
- ii- Technical evaluation of the expression of interest document according to an evaluation grid of 100 points maximum. Bidders should have a score of 70 points minimum to be prequalified. If more than five firms have the minimum of 70 points, only the five candidates having the highest scores will be prequalified. The evaluation grid is the following :

Items		Points
1. Experience		
1.1	Experience in comparable projects	25
1.2	Experience in comparable working conditions in developing countries	10
1.3	Experience in rural development in the region (Central Africa)	5
<b>Subs-total</b>		<b>40</b>
2. Specific skills related projects		
2.1	Know-how and technical expertise for the implementation of the project	25
2.2	Evaluation of the permanent staff of the tenderer in connection	20

4

	with the projet	
2.3	Evaluation of the permanent staff of the tenderer for assistance of the project	10
2.4	Specificities of documents, brochures, proposal related to the project, and comprehensiveness and completeness	5
Sous-total		60
Grand total		100

### 8. Submission of documents

Bids shall be drafted in English or French, in six (06) copies including one (01) original and five (05) duplicates labelled as such and submitted in a sealed envelope to the following address:

Ministry of Economy, Planning and Regional Development, General Directorate of Planning and Regional Development, Department of Regional and Border Area Development , Immeuble Rose MINEPAT building, Yaoundé, 2nd floor, Room 231 bis (Tel.: 222 23 19 97), no later than 02 OCT 2020 at 11 a.m. prompt, local time and labelled as follows:

"INVITATION TO SUBMIT AN EXPRESSION OF INTEREST No 011/2020/  
AAM/MINEPAT DES AOUT FOR THE SHORTLISTING OF CONSULTING FIRMS OR  
GROUPS OF CONSULTING FIRMS FOR THE DRAWING UP OF THE LAND USE AND  
SUSTAINABLE DEVELOPMENT PLAN OF THE SOUTH-WEST REGION"  
"TO BE OPENED ONLY IN THE BID OPENING SESSION".

### 9. Publication of results

The publication of the Restricted International Invitation to Tender for "the drawing up of the Land Use and Sustainable Development Plan of the South-West Region" shall serve as the results of this Invitation to Submit an Expression of Interest.

### 10. Additional information

Additional information on this Invitation to Submit an Expression of Interest may be obtained every day during working hours, latest fourteen (14) days before the deadline for the close of reception of bids to the following addresses:

the Ministry of Economy, Planning and Regional Development, General Directorate of Planning and Regional Development, Department of Regional and Border Area Development, Immeuble Rose MINEPAT building, Yaoundé, 2nd floor, Room 231 bis (Tel.: 222 23 19 97).

Copy:

- DAG/MINEPAT (for posting);
- ARMP
- SOPECAM } (for publication);
- MINMAP (for information and posting).
- Management (for information and posting on the web site of GTAI)
- Unit of FC-PSFE

The Minister of the Economy,  
Planning and Regional  
Development



Alamide Ousmane Mey

**Annex 1: Template for presentation of references**

N°	Name of project	Description of project (max 10 lines)	Country	Client	Cost
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10					

2

## Annex 2: Template for Declaration of Commitment

We underline the importance of a free, fair and competition-based contract award procedure, which excludes all forms of fraud. Consequently, to date, we have neither directly nor indirectly offered or granted unlawful benefits to public servants or other persons in the context of our offer, nor have we accepted such benefits, and We will not offer, grant or accept such incentives or conditions in this award procedure or, in the event our offer is retained, in the subsequent implementation of the contract. Furthermore, we declare that there is no conflict of interest as defined in the relevant Rules<sup>1</sup>.

In addition, we underscore the importance of respecting environmental and social standards during the implementation of the Project. We are committed to respecting outstanding labour standards and core labour standards of the International Labour Organization (ILO), as well as applicable national and international standards for environmental protection and health and safety at work.

We will inform our employees of their respective duties and their obligation to comply with this voluntarily undertaking engagement and to respect the laws of Cameroon.

We declare that we do not / no member of the grouping appear on the sanctions list of the United Nations, the EU or the German government, or on any other sanctions list, and that we will notify the Customer and the KfW immediately if this is the case at a later date.

We agree that upon registration (or registration of a member of the grouping) in a list of sanctions having the force of law for the customer and / or KfW, the Customer will have the right to exclude our company / The grouping of the award procedure and / or, if the contract has already been awarded to us, to immediately terminate the contract if the information provided in the Declaration of Commitment was objectively false or if the reason for Exclusion occurs at a later time, following the submission of the Declaration of Commitment.

.....  
(Place)

.....  
(Date)

.....  
(Bidder)

---

<sup>1</sup> «Guidelines for the Assignment of Consultants in Financial Cooperation with Partner Countries » [s://www.kfw-entwicklungsbank.de/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/Consulting-](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/Consulting-)  
and/or «Guidelines for Procurement of Goods, Works and associated Services in Financial  
eration with Partner Countries » <https://www.kfw-entwicklungsbank.de/Download->  
/PDF-Dokumente-Richtlinien/Vergabe-E.pdf.



**Annex 3 : Presentation format for the available permanent staff**

<b>N°</b>	<b>Lastnames and Fistnames</b>	<b>Position</b>	<b>Qualification</b>	<b>Area of expertise</b>	<b>Number of years of experience</b>
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					
...					

NB : the number 10 is indicative.

